

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 1 [ex.SOLOVER (ancien)]

Chemin du Meunier Noir
02880 CROUY

Références : UiD4243-DSSP-024-0166
Code AIOT : 0010500124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 1 [ex.SOLOVER (ancien)] implanté ZA de Chézieu - 42610 Saint-Romain-le-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing concernant les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO GREEN SOLUTIONS - Usine 1 [ex.SOLOVER (ancien)]
- ZA de Chézieu - 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0010500124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société SIBELCO GREEN SOLUTIONS exploite sur la commune de Saint Romain le Puy deux installations de traitement des déchets de verre :

- l'usine dite « 1 », réglementée par l'arrêté préfectoral du 07/02/2002, traitant le verre creux ;
- l'usine dite « 2 », réglementée par l'arrêté préfectoral n° 332-DDPP-16 du 03/08/2016, spécialisée dans le traitement du verre plat.

Ces deux installations étaient anciennement exploitées par la société SOLOVER. SIBELCO GREEN SOLUTIONS a procédé à la déclaration de changement d'exploitant par courrier du 01/06/2023. L'arrêté préfectoral n° 378-DDPP-2023 du 29/09/2023 entérine le transfert de l'autorisation d'exploiter l'usine dite « 1 » au bénéfice de la société SIBELCO GREEN SOLUTIONS.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5	Demande d'action corrective	
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	2024 et chaque année
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5	Demande d'action corrective	Lors des prochains prélèvements

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.3	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.6	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.7	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle portait uniquement sur la thématique des rejets aqueux.

La visite a permis de relever que l'usine « 1 » dispose de 2 points de rejets des effluents aqueux : 1 pour les eaux usées, 1 pour les eaux de ruissellement de la plateforme.

Seul le rejet des eaux de ruissellement fait l'objet d'une surveillance, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Cette surveillance est réalisée de façon régulière, cependant les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées. Des dépassements en DCO et DBO5 sont constatés.

Ces dépassements sont liés à la présence de matière organique dans les déchets entreposés (verre ménager) qui sont lessivés par les eaux de pluie.

Le dispositif de traitement actuellement en place, constitué d'un bassin de rétention et d'un séparateur d'hydrocarbures, n'est pas adapté. L'exploitant a informé l'inspection de son projet d'installer un dispositif spécifique de traitement par filtration sur charbons actifs. Cette mesure apparaît appropriée et doit effectivement être mise en œuvre le plus rapidement possible.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour. Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.
Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents est disponible et à jour. Il permet de distinguer 2 réseaux spécifiques : <ul style="list-style-type: none">- un réseau de collecte des eaux usées : les eaux sont traitées sur une fosse septique et un filtre à sable. Une canalisation de rejet est figurée jusqu'au milieu naturel (fossé du chemin de Chézieu).- un réseau de collecte des eaux pluviales : il permet de collecter l'ensemble des eaux de ruissellement des bâtiments et de la plateforme (entièrement imperméabilisée). L'ensemble des eaux est amené à un bassin de rétention/régulation, puis passe par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu (fossé du chemin de Chézieu). Le volume du bassin n'est pas indiqué sur le plan. Ses dimensions sont de 30 m x 17 m soit 510 m ² . La visite sur le site a permis d'évaluer sa profondeur à environ 2m, ce qui ferait un volume d'environ 1020 m ³ . Le débit de fuite du bassin n'est pas indiqué non plus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.
Constats : Le rejet des eaux pluviales s'effectue dans le fossé du chemin de Chézieu. À cet endroit, le fossé est bétonné jusqu'à une grille située à environ 2 mètres du point de rejet (le reste du fossé est enherbé). À partir de cette grille, les eaux transitent sous le chemin de Chézieu et rejoignent un autre fossé (Bief de Chézieu ?) de l'autre côté du chemin. La partie bétonnée du fossé a fait l'objet d'un nettoyage récent (enlèvement de dépôt de terre et matière végétale déposées à proximité sur le talus).

<p>Depôt de terre retirée du fossé</p>		<p>Grille</p>
<p>Canalisation de rejet</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.7		
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés		
Prescription contrôlée : Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative : <ul style="list-style-type: none">- des prélèvements d'échantillons,- des mesures directes.		
Constats : Le prélèvement est réalisé en sortie de canalisation de rejet au fossé du chemin de Chézieu. Un trou dans le béton en sortie de canalisation a été aménagé pour permettre d'y introduire un flaconnage, ce qui permet de réaliser un prélèvement ponctuel "passif".		
	Canalisation de rejet	Trou pour le prélèvement
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).
Constats : Une analyse des rejets est réalisée à la fréquence annuelle, sauf en 2023 où l'analyse n'a pas été réalisée suite au départ du responsable QSE. La dernière analyse date du 19/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).
Constats : Depuis 2017, des dépassements de VLE en DCO et DBO5 sont systématiquement constatés. Face à ces dépassements, le seul justificatif avancé est le fait qu'il s'agit de prélèvements instantanés et que dans ce cadre, un résultat allant jusqu'à 2 fois la VLE est admis. Cette situation et cette justification ne sont pas acceptables. En effet les prélèvements doivent être représentatifs du fonctionnement de l'installation. La VLE est fixée pour un échantillon moyen 24 h. Si un seul prélèvement est effectué, celui-ci est considéré comme représentatif d'une mesure 24 h. De plus, en 2020, 2021 et 2022, certains résultats sont supérieurs à 2 fois la VLE. En 2024, le résultat d'analyse s'avère meilleur (en l'absence d'action particulière), avec seulement un léger dépassement sur la DCO. Le prélèvement a été réalisé par le laboratoire Eurofins, ce qui permet d'estimer que celui-ci a été réalisé de manière adéquate. Précédemment, le prélèvement était effectué par le responsable QSE, sans certitude quant aux conditions de réalisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dispositif de traitement en place, constitué du bassin de rétention et d'un séparateur d'hydrocarbures, n'est pas adapté à la typologie des effluents collectés et rejetés qui contiennent de la matière organique. Un dispositif de traitement spécifique doit être mis en œuvre. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir le projet à court terme (sous 1 an) d'installer un système de filtration sur charbons actifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7

<p>et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>La transmission des résultats est prescrite par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Les résultats sont transmis par l'intermédiaire de l'application GIDAF à la fréquence annuelle, sauf pour l'année 2023 où il n'y a pas eu d'analyse, et donc pas de transmission.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les résultats d'analyse effectués en mars 2024 sont à renseigner dans GIDAF.</p> <p>Les prochains résultats seront à transmettre une fois par an sur la plateforme, accompagnés de commentaires sur les éventuels dépassements et leurs causes, sur les actions correctives prises ou envisagées, sur les conditions de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 7 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2002, article 2.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les débits rejetés ne sont pas mesurés. En l'absence de mesure du débit, le respect des VLE en flux ne peut pas être vérifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le débit de rejet est à mesurer ou à estimer lors des prises d'échantillons pour analyse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ses campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses ont été effectuées par le laboratoire Eurofins.</p> <p>Le rapport a été transmis par courrier électronique le 29/03/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Verser les résultats dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>